

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 30 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMICTOM SE

28 rue Pierre et Marie Curie
35500 Vitré

Code AIOT : 0005519442

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement SMICTOM SE implanté ZAC de la Roncinière 35500 Vitré. L'inspection a été annoncée le 23/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du programme pluriannuel 2023 de l'Inspection des Installations Classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM SE
- ZAC de la Roncinière 35500 Vitré
- Code AIOT : 0005519442
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Valoparc de Vitré est une déchetterie autorisée par arrêté préfectoral du 08/12/2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- entretien du site, eaux pluviales et eaux incendie, émission sonores, traçabilité des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Stockage rétention.	Arrêté Préfectoral du 08/10/2015, article Art 7-4-1	/	Sans objet
12	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Envol des poussières.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 6	/	Sans objet
2	Surveillance de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 8	/	Sans objet
3	Caractéristiques des sols.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 12	/	Sans objet
4	Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	/	Sans objet
5	Prévention des chutes et collisions.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	/	Sans objet
6	Prévention des chutes et collisions.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > I.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Prévention des chutes et collisions.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > II.	/	Sans objet
8	Stockage rétention.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > I.	/	Sans objet
10	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	/	Sans objet
11	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41 > IV.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le Valoparc de Vitré est une déchetterie réservée aux particuliers, adhérents du SMICTOM SE.

Le site est bien entretenu et le suivi d'exploitation ne fait l'objet que de remarques jugées mineures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Envol des poussières.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Envol des poussières.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes pour empêcher les envols de poussières et les dépôts de matières diverses : - les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique.
Constats : L'ensemble du site est maintenu propre par l'exploitant. Il n'a pas été observé de soulèvement de poussière le jour de l'inspection, malgré une météo plutôt venteuse. Toutes les voies de circulation à l'intérieur du site, ainsi que les voies d'accès extérieures au site, sont en enrobés et ne génèrent pas de déplacement de boue.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.
Constats : 3 employés expérimentés sont présents sur place en permanence pendant les périodes d'ouverture du centre. L'un d'entre eux a été nommé responsable du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Caractéristiques des sols.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des sols.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.
Constats : Un local est dédié aux déchets dangereux des particuliers (aérosols, produits d'entretien, peintures, ...). Ils sont déposés par les particuliers sur un comptoir présent à l'entrée du site puis déplacés dans le local par les agents du site, dans les bacs de tri disposés sur un sol étanche permettant la récupération des éventuels écoulements. A noter qu'aucune trace d'écoulement n'était visible le jour de l'inspection. Pour les déchets liquides, les bacs de collecte sont placés sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture de l'installation.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
Constats : Le site est entièrement clos par un clôture grillagée rigide de 2 m de hauteur. 2 portails permettent l'accès au site : <ul style="list-style-type: none">- un réservé aux particuliers. Ce dernier est suivi d'une barrière qui s'ouvre par un badge. Ce badge n'est délivré qu'aux particulier relevant du SMICTOM SE. Les horaires d'ouverture y sont affichées.- un réservé aux chauffeurs des entreprises de transport évacuant les déchets collectés. Les 2 portails ferment à clé en dehors des horaires d'ouverture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des chutes et collisions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des chutes et collisions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets.
Constats : Les différents bacs de collecte des déchets sont placés autour et en contrebas d'une plateforme où stationnent les véhicules des particuliers. Des marquages au sol matérialisent les places de parking, au centre, tandis que d'autres marquages matérialisent les zones réservées aux piétons, sur la périphérie de la plateforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des chutes et collisions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des chutes et collisions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas.
Constats : En périphérie de la plateforme, un mur d'environ 1 m de hauteur est en place devant chaque container de récupération du déchet collecté. Les véhicules, stationnés au centre de la plateforme ne s'approchent de ces zones réservées aux piétons.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des chutes et collisions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des chutes et collisions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.
Constats : Le jour de l'inspection, les locaux, voies de circulation et aires de stationnement étaient parfaitement dégagés. Des blocs d'éclairage, disposés sur un mat en hauteur, sont espacés régulièrement sur les différentes zones de collecte. Leur fonctionnement n'a pas été vérifié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage rétention.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage rétention.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
Constats : Dans le local de stockage des déchets dangereux, les produits liquides sont placés sur rétention (cf point 4). Pour ce qui concerne la récupération des huiles usagées, celles-ci sont déversées par les particuliers dans un « évier » collecteur relié par une canalisation PVC à une cuve double-paroi située en contrebas. Cette cuve aérienne est sous abri, sur une dalle béton ceinturée d'un muret, le tout faisant office de capacité de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage rétention.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2015, article Art 7-4-1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le confinement des eaux d'extinction d'incendie des plate-forme haute et basse de la déchetterie s'effectue dans le bassin de confinement par l'action d'une vanne placée en aval du bassin. Le volume nécessaire à ce confinement est de 193 m3. Le confinement des eaux d'extinction d'incendie de la plate-forme de déchets verts s'effectue sur la plate-forme de déchets verts elle-même par l'action d'une vanne placée en aval du séparateur à hydrocarbures. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté, à l'article 4.3.9.
Constats : La plateforme de collecte des déchets et celle recevant les déchets inertes et végétaux sont imperméabilisées et aménagées de façon à ce que les eaux de ruissellement soient collectées et dirigées vers un bassin de collecte situé en limite Nord-Est du site. Ce bassin est équipé d'une vanne en aval permettant le confinement des eaux recueillies. Une 2ème vanne située sur le réseau de la plateforme de déchets verts en amont de ce bassin permet le confinement des eaux d'extinction sur cette même plateforme. Ces 2 vannes ont été testées lors de l'inspection et sont bien actionnables. > A noter que le fond du bassin de confinement commence à être colonisé par des végétaux. Un nettoyage est à prévoir à court terme pour lui restituer l'intégralité de son volume et ne pas perturber les éventuelles opérations de pompes d'eaux d'extinction en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Collecte des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : A la sortie du bassin de confinement est placé un séparateur à hydrocarbures. Celui-ci a été nettoyé et vidangé par la société Leblanc le 11/04/2023. Un justificatif d'intervention a été présenté lors de l'inspection, tout comme le bordereau de traitement des déchets générés correspondant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.
Constats : Un rapport d'étude acoustique réalisé par la société EMT Environnement et daté d'octobre 2020 a été présenté le jour de l'inspection. Celui-ci fait état de mesures acoustiques réalisées en zone à émergence réglementée en période printemps/été 2020, et tenant compte d'une campagne de broyage de végétaux. Ce rapport conclut à la conformité réglementaire. > Une nouvelle campagne de mesure est à réaliser en 2023 afin de respecter la périodicité réglementaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Le registre est constitué par un classeur chronologique répertoriant toutes les bons de suivi des déchets sortants. Ces fiches comportent l'ensemble des informations réglementaires et</p>

sont complétées manuellement par les agents permanents.

2 bons de suivi, prélevés par sondage, ont été examinés en particulier :

- bon n°249291 du 08/01/2022 pour des déchets de type « rebus ».
- bon n°207302 du 26/09/2022 pour des déchets électroniques.

Ils ne font pas l'objet de remarques particulières de la part de l'inspection. **Toutefois, il n'a pas pu être présenté les bordereaux d'évacuation de déchets correspondant à ces 2 bons.**

> Ces documents sont à transmettre à l'inspection. L'exploitant présentera également les dispositions prises permettant de mettre à disposition de l'inspection l'ensemble de ces bons lors des opérations de contrôle.

Type de suites proposées : Susceptible de suites